

# Monitoring de la santé sexuelle en Suisse - **Résultats de la deuxième enquête en ligne relative à l'année 2016**

SANTÉ SEXUELLE Suisse

Marktgasse 36 - 3011 Bern / Rue St.Pierre 2 - 1003 Lausanne

Auteure : Christine Sieber, [christine.sieber@sante-sexuelle.ch](mailto:christine.sieber@sante-sexuelle.ch)

Relecture scientifique : Caroline Jacot-Descombes, [caroline.jacot-descombes@sante-sexuelle.ch](mailto:caroline.jacot-descombes@sante-sexuelle.ch)

Berne/Lausanne, mai 2018

# MONITORING DE LA SANTÉ SEXUELLE EN SUISSE – 2016

Résultats de la deuxième enquête en ligne relative à l'année 2016

---

## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>Introduction</b>	<b>page 3</b>
1.1	Le rôle de SANTÉ SEXUELLE Suisse	
1.2	Objectifs du monitoring	
1.3	Préambule	
1.4	Méthodologie	
1.5	Synthèse des résultats de l'enquête en ligne	
<b>2.</b>	<b>Les centres invités à l'enquête</b>	<b>page 6</b>
2.1	Les centres cantonaux de consultation en matière de grossesse	
2.2	Autres centres spécialisés intégrés au répertoire des centres de consultation	
<b>3.</b>	<b>Domaine Grossesse</b>	<b>page 8</b>
3.1	Conseil en matière de grossesse selon la loi fédérale RS 857.5	
3.2	Interruption de grossesse	
3.3	Traitement en cas d'interruption de grossesse incomplète	
3.4	Conseil aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans	
3.5	Conseil indépendant en matière d'analyses prénatales	
<b>4.</b>	<b>Domaine Contraception / Contraception d'urgence</b>	<b>page 10</b>
4.1	Conseil dans le domaine de la contraception	
4.2	Accès à la contraception d'urgence	
<b>5.</b>	<b>Domaine Infections sexuellement transmissibles (IST)</b>	<b>page 12</b>
5.1	Dépistage des infections sexuellement transmissibles	
5.2	Traitement des infections sexuellement transmissibles	
<b>6.</b>	<b>Domaine Groupe cible «Hommes»</b>	<b>page 15</b>
6.1	Hommes, seuls ou accompagnants, usagers des centres de consultation en matière de grossesse	
<b>7.</b>	<b>Domaine Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle</b>	<b>page 17</b>
7.1	Éducation sexuelle en milieu scolaire	
7.2	Formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire (dès 15 ans jusqu'aux seniors)	
	<b>Annexe : Liste des centres ayant participé à l'enquête en ligne 2016</b>	<b>page 24</b>

## 1. Introduction

### 1.1 Introduction

---

SANTÉ SEXUELLE Suisse a mené en 2017, pour la deuxième fois, une enquête en ligne auprès des centres de consultation en santé sexuelle de Suisse. Les domaines thématiques d'évaluation définis par SANTÉ SEXUELLE Suisse pour le monitoring relèvent soit de lois ou de mandats, soit sont requis pour l'établissement de rapports à nos organisations partenaires nationales ou internationales. Les offres des centres de consultation varient selon les cantons et les mandats de prestations qui leur sont confiés. Les prestations requises pour l'enquête ne recouvrent ainsi pas l'ensemble de l'offre des centres de consultation<sup>1</sup>. Le rapport présente ci-après l'évaluation des données de l'année 2016.

Ont été invités au monitoring 2016 :

**75 centres de consultation en matière de grossesse reconnus par les cantons** (selon la loi fédérale RS 857.5), avec la demande de répondre au questionnaire complet, portant sur les cinq domaines: grossesse, contraception, infections sexuellement transmissibles, groupe cible hommes, éducation sexuelle/formation à la santé sexuelle.

**17 autres centres spécialisés du répertoire des centres de consultation<sup>2</sup>** avec la demande de répondre au questionnaire partiel, portant uniquement sur le domaine de l'éducation sexuelle/formation à la santé sexuelle.

**Lien vers le rapport «Monitoring de la santé sexuelle 2015» :**

[https://www.sante-sexuelle.ch/wp-content/uploads/2017/05/Monitoring\\_Sante-sexuelle\\_CH\\_2015.pdf](https://www.sante-sexuelle.ch/wp-content/uploads/2017/05/Monitoring_Sante-sexuelle_CH_2015.pdf)

### 1.2 Le rôle de SANTÉ SEXUELLE Suisse

---

SANTÉ SEXUELLE Suisse défend l'accès aux prestations de santé sexuelle pour toutes les personnes vivant en Suisse. L'organisation s'engage à promouvoir la qualité de ces prestations et soutient ses membres dans la mise en œuvre de leurs mandats. SANTÉ SEXUELLE Suisse veille à l'application, dans les cantons, de la loi fédérale RS 857.5 du 9 octobre 1981 sur les centres de consultation en matière de grossesse et de l'ordonnance RS 857.51 du 12 décembre 1983. Dans le but de promouvoir les prestations de ses membres, SANTÉ SEXUELLE Suisse doit pouvoir disposer de données quantitatives sur des thèmes précis liés à la santé sexuelle. Enfin, en tant que prestataire mandatée et partenaire d'organisations nationales et internationales, SANTÉ SEXUELLE Suisse est tenue de faire état des prestations fournies et de livrer régulièrement des rapports. Pour exemple, le rapport à l'OFSP, Office fédéral de la santé publique, ou à l'organisation faîtière internationale IPPF, International Planned Parenthood Federation.

### 1.3 Objectifs du monitoring

---

L'objectif de l'enquête annuelle est de disposer d'un tableau représentatif, au niveau national, de l'application de la loi fédérale RS 857.5. De plus, SANTÉ SEXUELLE Suisse souhaite disposer de données sur les prestations relatives au VIH/IST, comme aussi sur la fréquentation masculine des centres de consultation, et documenter les prestations liées à l'éducation sexuelle/formation à la santé sexuelle. Ces données serviront prioritairement à l'établissement des rapports requis par nos partenaires nationaux et internationaux et à la promotion des prestations de santé sexuelle. Les données individuelles des centres ne seront en aucun cas communiquées à l'externe. Elles seront rassemblées et mises en commun en vue d'obtenir une image d'ensemble nationale ou régionale (Suisse alémanique, Suisse romande).

<sup>1</sup> En fonction des différents mandats de prestations, les centres de consultation en matière de grossesse reconnus par les cantons peuvent proposer des prestations supplémentaires à celles définies dans la loi fédérale RS 857.5 sur le conseil en matière de grossesse. Par exemple du conseil en sexualité, sexologie, désir d'enfant, infertilité, etc.

<sup>2</sup> <https://www.sante-sexuelle.ch/fr/centres-de-conseil/>

## 1.4 Préambule

---

Les centres de consultation en matière de grossesse sont tenus légalement (ordonnance RS 857.51) d'établir un rapport annuel d'activités. Ces rapports sont rédigés de manière très diverse, ils varient selon les cantons et ne sont ainsi que difficilement comparables. En amont du projet monitoring, une analyse des rapports d'activités des centres de consultation<sup>3</sup> avait été conduite, qui devait permettre notamment de définir les questions susceptibles d'amener, par leurs réponses, un maximum de données concrètes. L'outil en ligne développé par SANTÉ SEXUELLE Suisse permet désormais une certaine évaluation des données, comme aussi de faire état des développements. Toutefois, demeure le fait, provisoirement, qu'en raison des différents systèmes de saisie de données des centres, tous ne sont pas en mesure de répondre à chaque question de manière détaillée.

## 1.5 Méthodologie

---

L'enquête a été menée en ligne, via le domaine réservé aux membres du répertoire des centres de consultation. L'outil informatique a été ouvert aux participants du 13.03.2017 au 31.08.2017 pour la saisie des données chiffrées de l'année 2016. L'évaluation des données s'est déroulée dans le courant de l'automne/hiver 2017/2018. Le monitoring est conduit annuellement entre le printemps et l'automne et collecte les données de l'année précédente. Les deux premières éditions sont conçues comme des projets pilotes. Le projet «Monitoring de la santé sexuelle en Suisse» sera évalué au cours de la troisième édition 2018/2019.

Dans le rapport qui suit, les chiffres comparés avec l'année 2015 sont indiqués entre parenthèses entre crochets [].

## 1.6 Synthèse des résultats de l'enquête en ligne

---

### Application de la loi RS 857.5 sur les centres de consultation en matière de grossesse

- On dénombre en 2016 trois centres de consultation en matière de grossesse de moins qu'en 2015, à savoir 75. Cette diminution est due à des changements dans les cantons de BL et AG.
- Le taux de réponses est encore plus important que celui de l'année dernière : 66 centres sur 75, soit 88%, ont participé à l'enquête en ligne [2015 : 59 sur 78/76%].
- 11'200 personnes directement concernées ont bénéficié d'un conseil lié à la grossesse dans un centre de conseil en matière de grossesse reconnu par le canton [2015 : 10'437].
- 123 conseils ont été dispensés en 2016 à des adolescentes de moins de 16 ans [2015 : 154], ce qui représente 0.9% de l'ensemble des conseils relevant de la loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse (1.3%).
- 94% (62) des centres de consultation en matière de grossesse ont un mandat cantonal pour le conseil indépendant en matière d'analyses prénatales<sup>4</sup> [2015 : 86%/51]. La demande pour ce type de conseil demeure faible.
- Des conseils en contraception (majoritairement gratuits) sont proposés dans tous les cantons ayant participé à l'enquête en ligne. Par rapport au nombre de conseils relevant de la loi fédérale RS 857.5 de 1981 sur les centres de consultation en matière de grossesse, les conseils en contraception représentent plus du double (2.2x plus) des conseils du domaine de la grossesse [2015 : 2.5x plus].
- Les préservatifs masculins sont disponibles dans près des deux tiers des centres, gratuitement auprès d'une bonne moitié d'entre eux. Un cinquième des centres propose le préservatif féminin, gratuitement dans un peu moins de la

<sup>3</sup> Collecte de données tirées des rapports annuels des centres suisses de consultation en santé sexuelle/planning familial 2012, Haute école de santé Berne, 2014, p. 15 : «La plupart des rapports annuels font état de leurs prestations de conseil en rapportant le nombre d'entretiens menés. Celui-ci est répertorié plus souvent que le nombre de personnes ayant bénéficié d'un conseil.»

<sup>4</sup> Base légale : loi fédérale 810.12 sur l'analyse génétique humaine, article 17

moitié d'entre eux. La moitié des centres de consultation en matière de grossesse en Suisse prescrit des moyens de contraception hormonaux. Les dispositifs intra-utérins DIU (stérilets) ou implants sont disponibles dans au moins 40% d'entre eux.

- Près de 60% des centres (38) proposent au moins une méthode de contraception d'urgence. Pratiquement tous ces centres disposent des deux substances actives hormonales accessibles en Suisse (lévonorgestrel LNG, acétate d'ulipristal UPA). Les centres non-médicalisés qui avaient l'autorisation dans leur canton de délivrer le LNG peuvent ainsi désormais également proposer l'UPA. Le dispositif intra utérin DIU (stérilet) au cuivre en tant que contraception d'urgence est disponible dans 32% des centres.
- Plus de la moitié des centres (56% /37) proposent au moins un test pour une des «Big Five», les infections sexuellement transmissibles ainsi nommées [2015 : 49%/29]. Ces 37 centres sont répartis dans dix cantons (AG, BE, BS, FR, JU, NE, TI, VD, VS, ZH). 62% (23) proposent toute la palette de tests des «Big Five»<sup>5</sup>. 24% (9) proposent le test VIH et le test de la Syphilis, 8% (3) testent exclusivement le VIH, 5% (2) testent le VIH, la gonorrhée et les chlamydias. Le test des chlamydias est de loin celui le plus souvent pratiqué, le test VIH vient en deuxième position, suivi de près par celui de la gonorrhée.
- Un centre sur trois propose le traitement d'au moins une infection sexuellement transmissible.
- 2'220 hommes se sont annoncés pour un dépistage d'IST auprès d'un centre de consultation en matière de grossesse, ce qui représente 16.2% de l'ensemble des dépistages [2015 : 1'721/12.9%] effectués dans les centres de consultation en matière de grossesse. 2'055 hommes se sont rendus dans un centre de consultation en matière de grossesse en tant qu'accompagnant lors d'un conseil en grossesse, ce qui correspond à 14.5% de l'ensemble des conseils en matière de grossesse [2015 : 208/1.7%].

#### **Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire**

- Trois cinquièmes des centres de consultation en matière de grossesse (59%/39) ayant participé à l'enquête en ligne de l'année 2016 proposent des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire et un peu plus de la moitié (55%/36) en milieu extrascolaire.
- Les 14 autres centres spécialisés ayant participé à l'enquête en ligne de l'année 2016 proposent des prestations d'éducation sexuelle aussi bien en milieu scolaire qu'en milieu extrascolaire.
- Plus de 112'000 enfants et jeunes ont bénéficié en 2016 de prestations en éducation sexuelle à l'école, 43% d'entre eux au niveau primaire (48'070) et 34% au niveau supérieur (38'105). Le nombre d'enfants le moins élevé, soit 4% (4'085), concerne l'école infantine.
- L'évaluation plus précise des settings d'interventions sur l'éducation sexuelle en milieu extrascolaire démontre que les autres centres spécialisés déploient particulièrement leur action dans le domaine du travail avec les parents et celui de la migration, ainsi que dans les institutions éducatives pour enfants et jeunes. Le domaine sexualité et handicap, par contre, est principalement couvert par les centres de consultation en matière de grossesse.
- On observe que le domaine de l'éducation sexuelle recouvre un large éventail de prestations qui prend en compte, outre la prévention du VIH/IST et de l'information sexuelle générale, les questions liées à la relation, à l'amour, à l'amitié, ainsi que les questions liées à l'orientation sexuelle et à la diversité.

<sup>5</sup> Parmi les centres ne proposant pas de dépistage des IST sont aussi compris les 9 centres du canton de VD (conseil en périnatalité) qui proposent uniquement du conseil en matière de grossesse.

## 2. Les centres invités à l'enquête

### 2.1 Les centres cantonaux de consultation en matière de grossesse

En 2016, le nombre des centres de consultation en matière de grossesse compte trois centres de moins, par rapport à 2015, et s'élève ainsi à 75 (Ill. 1). Cette diminution est due à des changements dans les cantons de BL et AG.

- > BL : L'activité des deux centres médicalisés de consultation en matière de grossesse des hôpitaux cantonaux de Bruderholz et Liestal a été suspendue. Les deux centres de consultation en matière de grossesse et consultation conjugale de Liestal et Binningen assurent l'application de la loi fédérale RS 857.5 dans le canton de Bâle-Campagne.
- > AG : La fusion de l'antenne sida d'Argovie et du centre de consultation en matière de grossesse en «Sexuelle Gesundheit Aargau seges» a entraîné la fermeture de la filiale de Brugg. L'organisation «seges» assure le mandat d'application de la loi RS 857.5 dans le canton d'Argovie.

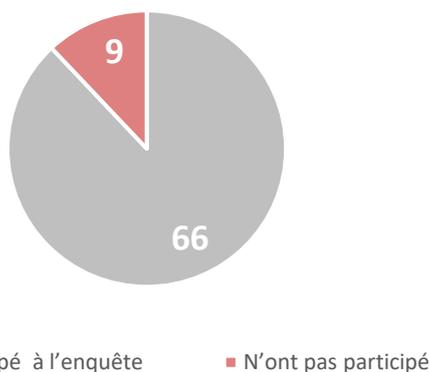
Les centres de consultation en matière de grossesse ont été invités à répondre à l'ensemble du questionnaire, y compris le domaine Éducation sexuelle/Formation à la santé sexuelle.

Le retour a été encore plus important que l'année dernière : 66 centres sur 75, soit 88%, ont participé à l'enquête en ligne [2015 : 59 sur 78, 76%]. Les chiffres du canton de Zurich figurent pour la première fois dans ce rapport : 5 des 10 centres zurichois ont complété le questionnaire.

Des centres établis dans 20 cantons [2015 : 20] ont participé à l'enquête. 17 (15) d'entre eux sont représentés par l'ensemble de leurs centres et 3 (5) cantons le sont en partie seulement (BL, VD, ZH). 2 (2) cantons n'ont pas répondu (UR, SH). Les données des 4 demi-cantons AI, AR ainsi que NW et OW sont comprises dans celles de SG et LU.

AG (1 centre sur 1), BE (8 sur 8), BL (1 sur 2), BS (1 sur 1), FR (2 sur 2), GE (1 sur 1), GL (1 sur 1), GR (1 sur 1), JU (3 sur 3), LU (1 sur 1), NE (2 sur 2), SG (4 sur 4), SH (0 sur 1), SO (4 sur 4), SZ (2 sur 2), TG (1 sur 1), TI (4 sur 4), UR (0 sur 1), VD (17<sup>6</sup> sur 18), VS (6 sur 6), ZG (1 sur 1), ZH (5 sur 10) = total 66 centres (59).

**Ill. 1 : Centres de consultation en matière de grossesse reconnus. Ont participé / n'ont pas participé à l'enquête (n=75)**



<sup>6</sup> Les centres de consultation en matière de grossesse du canton de Vaud, reconnus par le canton et gérés par la Fondation PROFA, ont été répartis pour l'enquête dans les deux types d'offre de conseil – «Consultation de santé sexuelle – planning familial» (8 centres) et «Conseil en périnatalité» (9 centres) – soit 17 centres en tout.

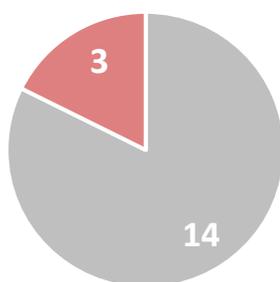
## 2.2 Autres centres spécialisés intégrés au répertoire des centres de consultation

En plus des centres de consultation en matière de grossesse, 17 autres centres spécialisés en santé sexuelle intégrés dans le répertoire des centres de consultation et proposant une offre dans le domaine de l'éducation sexuelle [2015 : 19] ont été invités à participer à l'enquête en ligne.

Ces centres ont été invités à répondre uniquement aux questions portant sur le domaine Éducation sexuelle/Formation à la santé sexuelle.

Des 17 centres invités, 14 (82%) ont répondu au questionnaire du domaine Éducation sexuelle/Formation à la santé sexuelle (III. 2).

**III. 2 : Autres centres invités, prestataires de services en éducation sexuelle. Ont participé / n'ont pas participé à l'enquête (n=17)**



■ Ont participé à l'enquête ■ N'ont pas participé

### 3. Domaine Grossesse

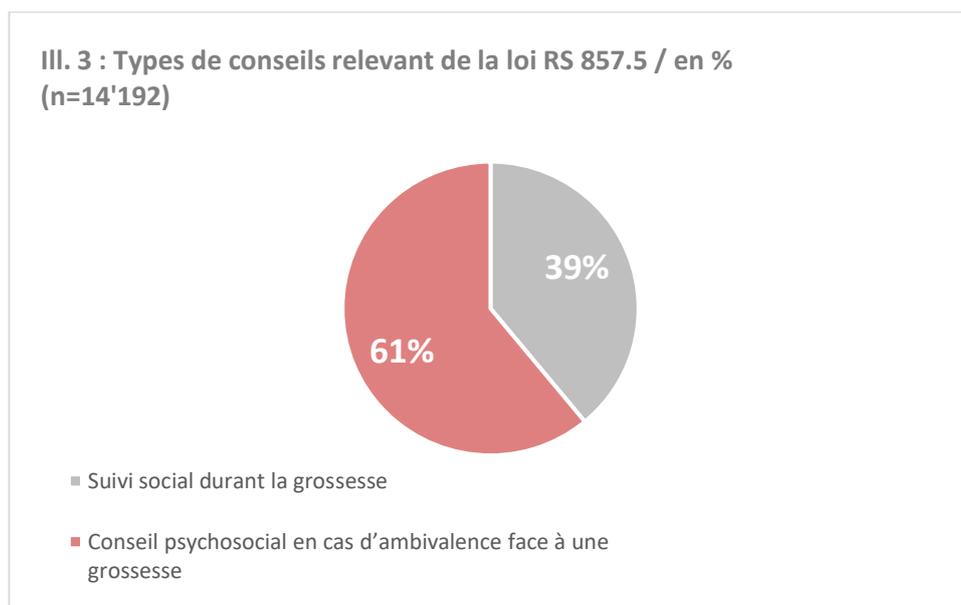
#### 3.1 Conseil en matière de grossesse relevant de la loi fédérale RS 857.5

Ces conseils relèvent de la loi fédérale RS 857.5 de 1981 sur les centres de consultation en matière de grossesse. Les 66 centres ayant participé à l'enquête en ligne représentent 88% des 75 centres de consultation en matière de grossesse reconnus en Suisse [2015 : 76%].

En 2016, 14'192 conseils [2015 : 12'099] au total ont été dispensés sur la base de la loi fédérale RS 857.5. Dans 61% des cas, il s'agissait de conseil psychosocial en cas d'ambivalence face à une grossesse ou d'interruption de grossesse et dans 39% de suivi social durant la grossesse (Ill. 3). L'augmentation du nombre de conseils, comparé à celui de 2015, s'explique par une participation plus importante que l'année dernière des centres de Suisse, dont notamment celle des 5 grands centres du canton de ZH.

88% des centres ont saisi des données sur l'ambivalence face à une grossesse/le conseil sur l'interruption de grossesse et 76% sur le suivi social durant la grossesse. Certains centres ne distinguent pas ces deux importants types de conseil, mais les englobent sous l'un ou l'autre.

En 2016, les centres ont traité 11'200 dossiers au total (données émanant de 78% des centres). Ce sont ainsi plus de 11'000 personnes directement concernées qui ont bénéficié d'un conseil lié à la grossesse dans un centre de consultation en matière de grossesse reconnu par le canton [2015 : 10'437, 92% des centres].



#### 3.2 Interruption de grossesse

Un bon quart des centres (18 centres/27%) pratique des interruptions de grossesse, médicamenteuses et chirurgicales, dans leurs propres services ou dans leur clinique [2015 : 9/15%].<sup>7 8</sup>

#### 3.3 Traitement en cas d'interruption de grossesse incomplète

Les 18 centres cités sous 3.2 ou leur clinique dispensent des traitements en cas d'interruption de grossesse incomplète.

<sup>7</sup> Parmi ceux-ci, deux centres indiquent pratiquer également des interruptions de grossesse au-delà du premier trimestre.

<sup>8</sup> Cette hausse s'explique notamment par le fait que les 5 centres du canton de Zurich qui participent pour la première fois à l'enquête pratiquent tous des interruptions de grossesse.

### 3.4 Conseil aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans

Pratiquement tous les centres (64 centres/97%) en charge du conseil aux femmes enceintes relevant de l'application de la loi fédérale RS 857.5 ont également un mandat cantonal pour le conseil aux adolescentes de moins de 16 ans, selon le Code pénal suisse, article 120c [2015 : 93%].

En 2016, 123 conseils aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans ont été dispensés<sup>9</sup> [2015 : 154], ce qui représente 0.9% de l'ensemble des conseils (1.3%) relevant de la loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse (Tableau 1). Les centres dispensent ainsi en moyenne 5 conseils de ce type par année (8).

En comparaison du nombre très bas d'interruptions de grossesse et de naissances concernant les adolescentes de moins de 16 ans en Suisse<sup>10</sup>, ce chiffre semble élevé. On peut supposer que sous cette rubrique, certains centres prennent en compte les conseils autour d'un test de grossesse ou des renseignements téléphoniques sur la grossesse et l'interruption de grossesse.

**Tableau 1 : Conseils aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans. Nombre total / nombre de centres ayant répondu / moyenne par centre / part qu'ils représentent par rapport à l'ensemble du conseil en grossesse**

	Nombre de conseils aux ados enceintes	Nombre de centres ayant répondu	Moyenne de conseils par centre	Part des conseils aux addos par rapport au total des conseils en grossesse
<b>2016</b>	<b>123</b>	<b>27</b>	<b>5</b>	<b>0.9%</b>
2015	154	20	8	1.3%

### 3.5 Conseil indépendant en matière d'analyses prénatales

94% (62) des centres de consultation en matière de grossesse reconnus sont en charge d'un mandat cantonal pour le conseil indépendant en matière d'analyses prénatales<sup>11</sup> [2015 : 86%/51]. De fait, seuls les 4 centres du canton du Tessin n'ont pas ce mandat.

157 conseils ont été dispensés auprès de 120 personnes concernées (nombre de dossiers), ce qui représente 1.1% de l'ensemble des conseils dispensés relevant de la loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse [2015 : 0.6%]. La demande de conseil indépendant en matière d'analyses prénatales demeure encore et toujours faible.

<sup>9</sup> Ces données émanent de 27 centres.

<sup>10</sup> Selon l'Office fédéral de la statistique, 10'256 interruptions de grossesse ont eu lieu en 2016, dont 8 concernaient des adolescentes de moins de 16 ans, tandis que 87'883 naissances vivantes étaient enregistrées, dont 2 d'adolescentes de moins de 16 ans.

<sup>11</sup> Base légale : Loi fédérale 810.12 sur l'analyse génétique humaine, article 17

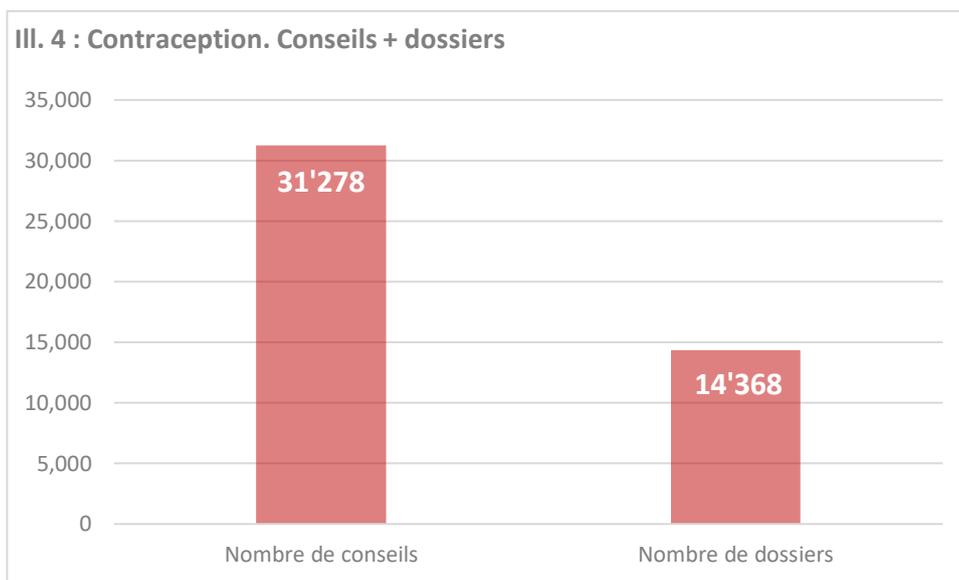
## 4. Domaine Contraception / Contraception d'urgence

### 4.1 Conseil dans le domaine de la contraception

#### 4.1.1 Nombre de conseils et nombre de dossiers (cas)

Tous les centres de consultation en matière de grossesse en charge de l'application de la loi fédérale RS 857.5 proposent également du conseil en contraception<sup>12</sup>, gratuitement pour la majorité d'entre eux<sup>13</sup>. Le conseil en contraception est ainsi disponible (globalement gratuitement) dans l'ensemble des cantons ayant participé à l'enquête en ligne.

31'278 conseils en contraception ont été dispensés en 2016 à 14'368 usagères (Ill. 4). Si l'on compare le nombre de conseils relevant de la loi fédérale RS 857.5 de 1981 sur les centres de consultation en matière de grossesse, les conseils en contraception représentent plus du double (2.2x plus) de ceux dispensés dans le domaine de la grossesse [2015 : 2.5x plus].



*Réserve : 64% des centres ont enregistré le nombre de conseils et 47% le nombre de dossiers.*

#### 4.1.2 Remise de préservatifs (masculins, féminins)

64% des 66 centres de consultation en matière de grossesse reconnus par les cantons ayant participé à l'enquête en ligne relative à l'année 2016 ont remis des préservatifs [2015 : 69%], pour 55% d'entre eux, gratuitement<sup>14</sup>. 23% de centres ont remis des préservatifs féminins, pour 40% d'entre eux, gratuitement.

#### 4.1.3 Moyens contraceptifs hormonaux, méthodes LARC

Un centre de consultation en matière de grossesse sur deux<sup>15</sup>, en Suisse, prescrit des contraceptifs hormonaux. Les contraceptifs hormonaux et l'injection trimestrielle sont disponibles auprès de 41% de ces centres et les méthodes LARC<sup>16</sup> sont proposées auprès de 44% de ces centres (tableau 2). L'augmentation, par rapport à 2015, est notamment due au fait que les centres médicalisés du canton de ZH ont nouvellement participé à l'enquête en ligne.

<sup>12</sup> Ne sont pas compris, les 9 centres du canton de VD (conseil en périnatalité) qui proposent uniquement du conseil en matière de grossesse. Tous les autres centres du canton de VD proposent également du conseil en contraception.

<sup>13</sup> Seuls 4 centres indiquent ne pas proposer gratuitement du conseil en contraception.

<sup>14</sup> PROFA, dans le canton de VD, ne remet des préservatifs gratuitement que lors d'actions spécifiques.

<sup>15</sup> Les 9 centres du canton de VD (conseil en périnatalité) qui proposent uniquement du conseil en grossesse ne sont pas compris.

<sup>16</sup> Long-Acting Reversible Contraception = dispositif intra utérin DIU (stérilet) ou implants

**Tableau 2 : Types de moyens contraceptifs prescrits par les centres de consultation en matière de grossesse**

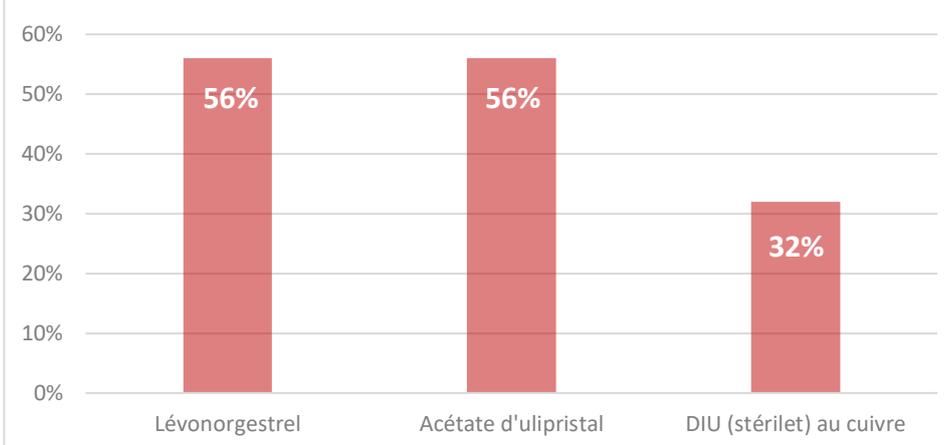
	2016 (n=66)	2015 (n=59)
Votre organisation prescrit-elle des contraceptifs hormonaux ?	50%	41%
Des contraceptifs hormonaux oraux sont-ils disponibles auprès de votre organisation ?	41%	20%
L'injection trimestrielle est-elle disponible auprès de votre organisation ?	41%	32%
Les méthodes dites LARC sont-elles disponibles auprès de votre organisation ?	44%	34%

## 4.2 Accès à la contraception d'urgence

Des 66 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé à l'enquête en ligne de l'année 2016, 58% (38 centres) proposent au moins une méthode de contraception d'urgence<sup>17</sup> [2015 : 51%/30]. Pratiquement tous ces centres<sup>18</sup> disposent des deux substances hormonales disponibles en Suisse (lévonorgestrel LNG, acétate d'ulipristal UPA), alors qu'en 2015, ceci n'était le cas que pour 70% des centres. Cette augmentation s'explique par le fait que des centres non médicalisés, autorisés par leur canton à délivrer le LNG, peuvent désormais également proposer l'UPA.

Le dispositif intra-utérin DIU (stérilet) au cuivre comme contraception d'urgence (Ill. 5) est disponible dans 32% des centres [2015 : 22%]. Cette augmentation est notamment due au fait que le nombre de centres médicalisés ayant participé à l'enquête est supérieur à celui de 2015. Il n'est pas facile en Suisse, pour les femmes ayant besoin d'un DIU (stérilet) au cuivre comme contraception d'urgence, d'obtenir cette prestation auprès d'un.e médecin. Les centres de consultation en matière de grossesse médicalisés peuvent ainsi être mentionnés comme services compétents pour les rares cas où la pose d'un DIU (stérilet) au cuivre s'avère nécessaire.

**Ill. 5 : Centres de consultation en matière de grossesse proposant la contraception d'urgence / selon la méthode employée / en % (n=66)**



<sup>17</sup> Parmi les centres qui ne proposent aucune contraception d'urgence figurent également les 9 centres (conseil en périnatalité) du canton de VD qui proposent uniquement du conseil en matière de grossesse.

<sup>18</sup> Un centre du canton de ZH indique ne délivrer que le LNG ou l'UPA.

## 5. Domaine Infections sexuellement transmissibles (IST)

### 5.1 Dépistage des infections sexuellement transmissibles

L'enquête a porté sur le dépistage des infections sexuellement transmissibles dites des «Big Five» : VIH, syphilis, hépatites, gonorrhée, chlamydias.

Des 66 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé à l'enquête en ligne de l'année 2016, 56% (37 centres) proposent le dépistage d'au moins une des «Big Five» [2015 : 49%/29]. Tous les centres proposent le test HIV, 86% proposent le dépistage de la syphilis, 62% le dépistage des hépatites, 68% le dépistage de la gonorrhée et des chlamydias (Ill. 6). Les centres non médicalisés proposent également une offre de dépistage, comme par exemple le canton du VS (VIH, syphilis).

Ces 37 centres sont répartis dans 10 cantons (AG, BE, BS, FR, JU, NE, TI, VD, VS, ZH). 62% d'entre eux (23 centres) proposent toute la palette de tests des «Big Five»<sup>19</sup>. Ce sont des centres médicalisés. 24% (9) proposent aussi bien le dépistage du VIH que celui de la syphilis, 5% (2) proposent le dépistage du VIH, de la gonorrhée et des chlamydias, 8% (3) proposent uniquement le test VIH.

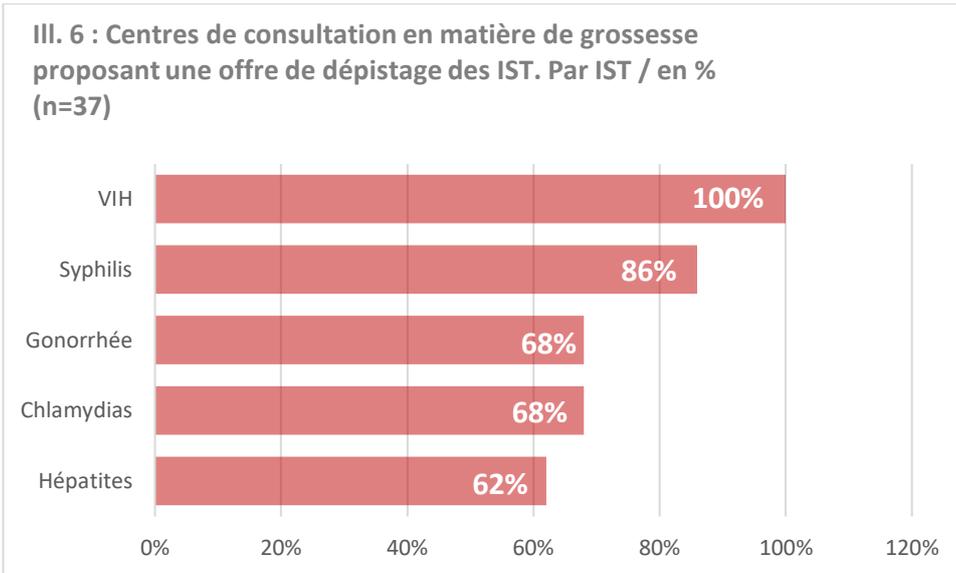
En chiffres absolus, 13'718 dépistages d'IST ont été réalisés [2015 : 7'849], ce qui représente près du double du nombre de l'année dernière. Cette importante augmentation de tests enregistrés par ce monitoring s'explique par une participation plus nombreuse à l'enquête en ligne des centres qui proposent du dépistage et qui disposent de données. De plus, certains centres ont élargi leur offre de dépistage, par exemple dans le canton du JU, où le dépistage de la syphilis a été ajouté à celui du HIV. Le monitoring enregistre dorénavant également les tests réalisés par l'antenne sida du canton d'AG qui a fusionné avec le centre de consultation en matière de grossesse.

35% de l'ensemble des dépistages d'infections sexuellement transmissibles réalisés concernent le VIH. Ce nombre est basé sur les données de 26 centres, sur un total de 37 qui proposent le dépistage du VIH. Le dépistage des chlamydias atteint presque le même pourcentage, soit 34%. Ce nombre, cependant, est basé sur les données de 11 centres seulement (des 25 qui proposent ce test). On peut ainsi en déduire que de tous les tests d'IST, celui le plus souvent pratiqué dans les centres de consultation en matière de grossesse reconnus concerne les chlamydias (Ill. 7), ce que confirme également le tableau 3.

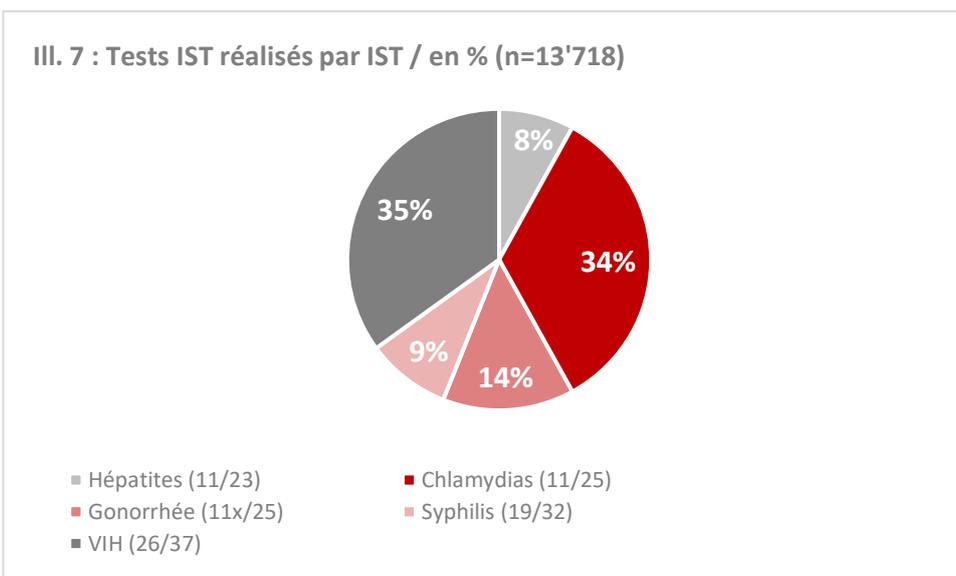
Le tableau 3 présente le nombre moyen de dépistages réalisés par centre/par IST. Cette manière de calculer permet une certaine comparaison. Exemple : en 2016, un centre de consultation en matière de grossesse proposant le dépistage du VIH a réalisé en moyenne 183 tests VIH [2015 : 154]. Le test des chlamydias a été pratiqué en moyenne 421x [2015 : 266x], donc plus de deux fois plus souvent que le test VIH.

Remarque : Certains centres étant très petits, d'autres très grands, l'évaluation statistique présente une certaine marge d'erreur.

<sup>19</sup> Parmi les centres ne proposant pas de dépistage des IST se trouvent également les 9 centres du canton de VD (conseil en périnatalité) qui proposent uniquement du conseil en matière de grossesse.



*Exemple de lecture : 100% des centres proposant le dépistage d'infections sexuellement transmissibles ont effectué des dépistages du VIH et 86% des dépistages de la syphilis.*



*Exemple de lecture : 35% de l'ensemble des dépistages d'infections sexuellement transmissibles réalisés concernent le VIH. Ce chiffre est basé sur les données de 26 centres, sur un total de 37 centres proposant le dépistage du VIH. Les indications concernant le dépistage des chlamydias intègrent les données de 11 centres et représentent un pourcentage de 34% de l'ensemble des dépistages d'IST réalisés.*

**Tableau 3 : Nombre de tests par IST et moyenne par centre de consultation en matière de grossesse**

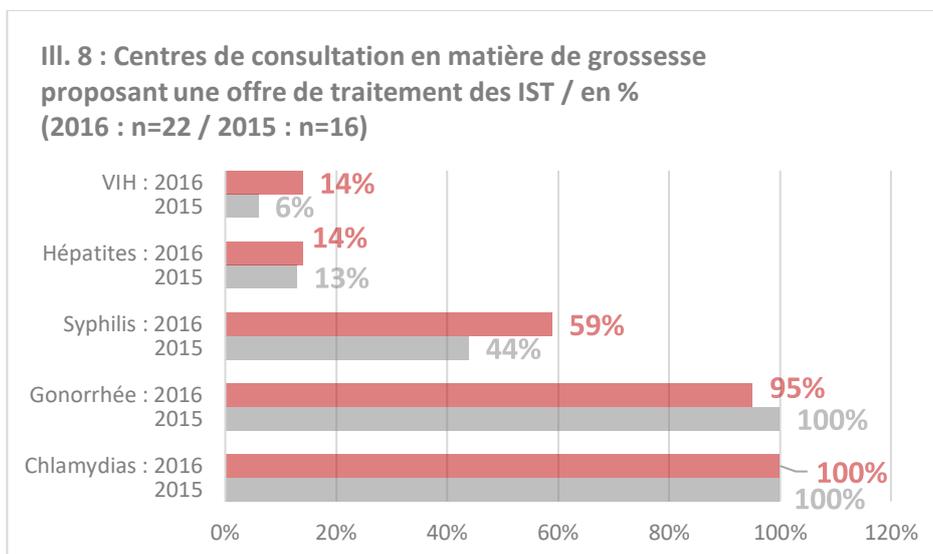
Type de test :		Nombre de centres répondants	Nombre de tests	Moyenne par centre
VIH	2016	26	4750	183
	2015	25	3850	154
Chlamydias	2016	11	4631	421
	2015	8	2124	266
Gonorrhée	2016	11	1920	174
	2015	7	1010	144
Syphilis	2016	19	1407	74
	2015	14	504	36
Hépatites	2016	11	1110	101
	2015	7	361	52

*Exemple de lecture : en 2016, un centre de consultation en matière de grossesse proposant le dépistage du VIH a réalisé en moyenne 183 tests du VIH [2015 : 154]. Ce nombre est basé sur les données de 26 centres qui, ensemble, ont réalisé 4'750 tests du VIH.*

## 5.2 Traitement des infections sexuellement transmissibles

Les questions de l'enquête portaient sur le traitement des infections sexuellement transmissibles dites «Big Five», VIH, syphilis, hépatites, gonorrhée, chlamydias.

Des 66 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé à l'enquête en ligne de l'année 2016, un centre sur trois (33%/22 centres) propose le traitement d'au moins une infection sexuellement transmissible [2015 : 27%]. Tous ces centres traitent les chlamydias et – à l'exception d'un centre – également la gonorrhée. La syphilis est traitée dans 59% des centres, le VIH et les hépatites dans 14% d'entre eux (Ill. 8). L'augmentation des centres proposant le traitement des IST s'explique par le fait que le nombre de centres médicalisés ayant participé au monitoring 2016 est supérieur à celui de 2015. Concernant le nombre de traitements dispensés, à l'exception de VD, NE et d'un centre du canton de BE, aucune indication n'explique pourquoi cette rubrique n'a pas été complétée dans le monitoring 2016.



*Exemple de lecture : En 2016, 14% des centres de consultation en matière de grossesse disposant d'une offre de traitement des infections sexuellement transmissibles proposent le traitement du VIH et 100% des centres, celui des chlamydias.*

## 6. Domaine Groupe cible «Hommes»

### 6.1 Hommes, seuls ou accompagnants, usagers des centres de consultation

Des 66 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé à l'enquête en ligne 2016, près des trois quarts (71%/47 centres) enregistrent, d'une manière ou d'une autre, des données relatives au groupe cible «Hommes» [2015 : 75%/44]. L'évaluation des données a cependant mis au jour que, indépendamment du type de prestation, seule la moitié des centres, au maximum, est en mesure de livrer des chiffres sur le nombre global d'hommes usagers des centres. Il conviendra, à l'avenir, d'examiner la raison de cette disparité.

L'enquête en ligne pose la question du nombre d'hommes, venus seuls ou en tant qu'accompagnants, dans un centre de consultation en matière de grossesse. Les deux catégories, hommes seuls ou accompagnants, viennent consulter pour des questions précises<sup>20</sup> ou pour un dépistage ou un traitement d'IST. Peu de centres ont pu répondre à ces demandes de manière détaillée. Hormis pour deux questions, les chiffres sont trop bas pour être significatifs. C'est pourquoi nous présentons dans le monitoring 2016 uniquement les résultats concernant les rubriques «Hommes venus seuls pour un dépistage d'IST» et «Hommes accompagnants pour un conseil en cas de grossesse ou d'ambivalence de grossesse», pour lesquels nous disposons de données suffisantes.

2'220 hommes [2015 : 1721] ont consulté un centre de conseil en matière de grossesse pour un dépistage d'IST. Ceci correspond à 16.2% [2015 : 12.9%] de l'ensemble des dépistages d'IST réalisés dans les centres de consultation en matière de grossesse (tableau 4). 2'055 hommes [2015 : 208] ont consulté un centre de consultation en matière de grossesse en tant qu'accompagnant. Ceci correspond à 14.5% [2015 : 1.7%] de l'ensemble des conseils dispensés par les centres de consultation en matière de grossesse (tableau 5). L'importante augmentation du nombre d'hommes accompagnants pour un conseil en matière de grossesse s'explique par le fait qu'un nombre de centres plus élevé que celui de l'année dernière a livré des données à ce sujet.

Il était aussi possible pour les centres d'indiquer uniquement un nombre global, indépendamment des questions plus détaillées, ce qu'on peut voir également dans les tableaux 4 et 5.

Un seul centre, dans le canton de NE, a pu répondre à toutes les questions. Les données sur le nombre d'hommes venus pour un dépistage d'IST émanent de trois cantons seulement (VS, NE, VD).

**Tableau 4 : Hommes venus seuls dans un centre de consultation en matière de grossesse. Nombre, centres répondants, moyenne par centre / pourcentage sur l'ensemble des tests IST effectués dans les centres de grossesse**

		Nombre hommes seuls	Nombre centres répondants	Moyenne par centre	Pourcentage sur l'ensemble des tests IST/VIH	
Dépistage IST/VIH	2016	2'220	16	139	16.2%	(n=13'718)
	2015	1'721	16	108	12.9%	(n=7'849)
Total hommes seuls, indépendamment des prestations	2016	2'912	34	86	-	-
	2015	2'587	33	78	-	-

*Exemple de lecture : en 2016, 2'200 hommes sont venus seuls pour un test IST/VIH, ce qui représente une moyenne de 139 tests effectués pour des hommes par centre. Sur l'ensemble des tests IST effectués par les centres, 16.2% ont été destinés à des hommes seuls.*

<sup>20</sup> Grossesse/ambivalence en cas de grossesse, adolescentes enceintes de moins de 16 ans, conseil indépendant en matière d'analyses prénatales, contraception, contraception d'urgence

**Tableau 5 : Hommes accompagnants venus dans un centre de consultation en matière de grossesse. Nombre, nombre de centres répondants, moyenne par centre / pourcentage sur l'ensemble des conseils en matière de grossesse**

		Nombre hommes accompagnants	Nombre centres répondants	Moyenne par centre	Pourcentage sur l'ensemble des conseils en grossesse	
Conseil grossesse/ ambivalence de grossesse	2016	2'055	14	147	14.5%	(n=14'192)
	2015	208	5	42	1.7%	(n=208)
Total hommes accompagnants, indépendamment des prestations	2016	1190	14	85	-	-
	2015	1906	17	112	-	-

*Exemple de lecture : en 2016, 2'055 hommes ont accompagné leur partenaire pour un conseil en grossesse ou une ambivalence face à une grossesse, ce qui représente une moyenne de 147 conseils par centre. Sur l'ensemble des conseils en grossesse donnés par les centres, 14.5% ont été donnés à des couples.*

## 7. Domaine Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle

### 7.1 Éducation sexuelle en milieu scolaire

#### 7.1.1 Offre de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire

Des 66 centres de consultation en matière de grossesse ayant participé à l'enquête en ligne de l'année 2016, trois cinquièmes des centres (59%/39) fournissent des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire [2015 : 64%/38] (Ill. 9). Le recul du pourcentage est dû au fait que le nombre de centres ayant participé à l'enquête en ligne en 2016 est plus élevé. Il s'agit en général de centres qui ne proposent pas de prestations en éducation sexuelle. En chiffres absolus, le nombre de centres est quasiment le même que celui de l'année dernière.

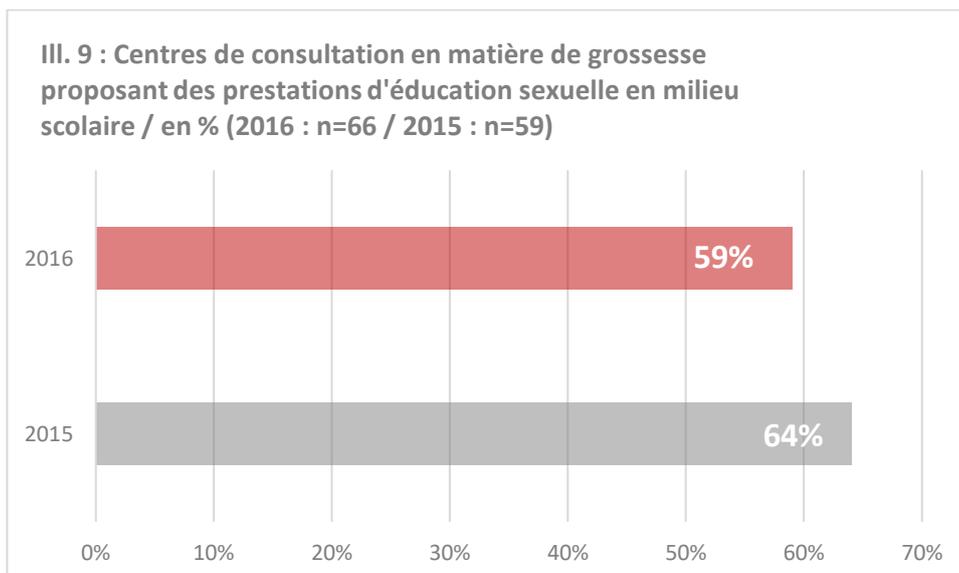
17 autres centres spécialisés figurant dans le répertoire des centres de consultation ont été invités à répondre uniquement aux questions concernant le domaine de l'éducation sexuelle/formation à la santé sexuelle (voir sous point 1.2). De ces 17 centres spécialisés, 14 ont participé à l'enquête en ligne de l'année 2016. Ces 14 centres représentent ainsi 80% des autres centres spécialisés invités [2015 : 47%/9]. L'ensemble de ces centres dispense des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire.

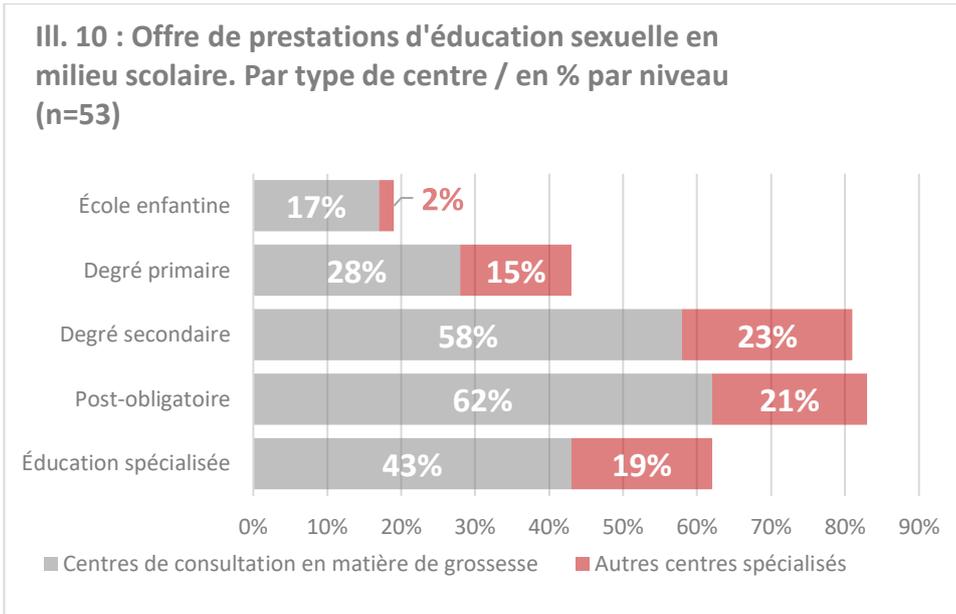
Dans le monitoring 2016, 53 centres indiquent proposer une offre de prestations en éducation sexuelle en milieu scolaire [2015 : 47]. Les trois quarts d'entre eux (74%) sont des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, un quart (26%) sont d'autres centres spécialisés figurant au répertoire des centres de consultation.

Parmi ces centres, 35 (66%) sont au bénéfice d'un mandat cantonal ou communal pour l'éducation sexuelle [2015 : 77%].

L'évaluation des données de l'enquête en ligne 2016 met clairement en évidence, comme l'année dernière, que l'offre de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire augmente avec l'âge des enfants, tant dans les centres de consultation en matière de grossesse que dans les autres centres spécialisés. Par exemple, il n'y a que peu de centres (19%) qui proposent une offre de prestation au niveau de l'école enfantine. Pour le degré supérieur, par contre, le nombre de centres est nettement plus important (81%), comme aussi pour le niveau post-obligatoire (83%) (Ill. 10).

Si l'on considère la quantité des interventions, on observe cependant une image différente. Les interventions dans les degrés inférieur et supérieur sont nettement prédominantes. Voir le chapitre 7.1.2 Prestations en éducation sexuelle fournies en milieu scolaire.





*Exemple de lecture : Sur l'ensemble des centres proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire, 17% des centres de consultation en matière de grossesse et 2% des autres centres spécialisés proposent des prestations au niveau de l'école enfantine.*

### 7.1.2 Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire

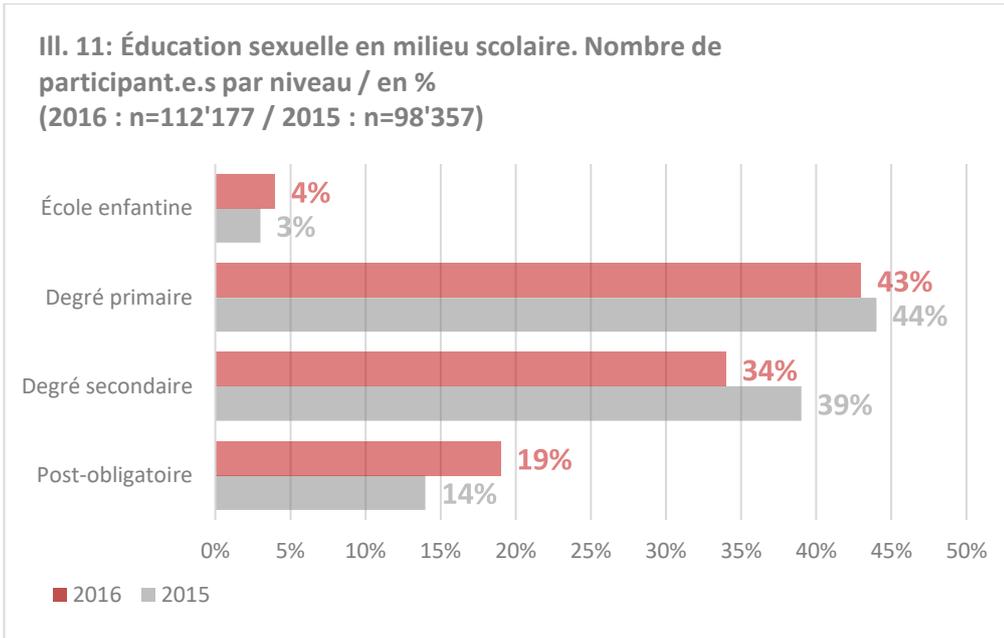
53 centres ont répondu par l'affirmative à la question de savoir s'ils proposaient des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire (voir plus haut). Toutefois, tous les centres ne récoltent pas les données concernant les prestations fournies dans les différents degrés (entre 7 et 27 centres au maximum). De plus, ces données n'ont pas été recensées de manière unifiée : 20 centres seulement ont enregistré le nombre de classes et le nombre de participant.e.s. Certains ont enregistré uniquement le nombre de participant.e.s et d'autres, uniquement le nombre de classes. Nous avons ainsi pris en compte une moyenne de 19 élèves par classe, degré inférieur et supérieur<sup>21</sup>, et l'avons également appliquée aux niveaux école enfantine et école post-obligatoire<sup>22</sup>.

Plus de 112'000 enfants et jeunes ont bénéficié en 2016 de prestations en éducation sexuelle à l'école, 43% d'entre eux au degré primaire (48'070) et 34% au secondaire (38'105). Le nombre d'enfants le moins élevé, soit 4% (4'085), concerne l'école enfantine (III. 11).

Pour le secteur de l'éducation spécialisée, la grandeur des classes variant beaucoup de l'une à l'autre, nous avons renoncé à une extrapolation. Deux tiers des centres (62%/33) indiquent proposer de l'éducation sexuelle auprès d'institutions d'éducation spécialisée. Les prestations fournies dans les classes n'ont cependant pas non plus été enregistrées. Au total, 11 centres ont enregistré le nombre classes et le nombre de participant.e.s, 5 uniquement les classes et 2 uniquement les participant.e.s (tableau 6).

<sup>21</sup> Office fédéral de la statistique 2017 : Grandeur des classes de l'école obligatoire selon le degré de formation, 1990-2016

<sup>22</sup> Les données concernant le nombre de participant.e.s ont été rajoutées aux données des centres qui n'avaient pas fourni d'indications sur le nombre d'élèves par classe.



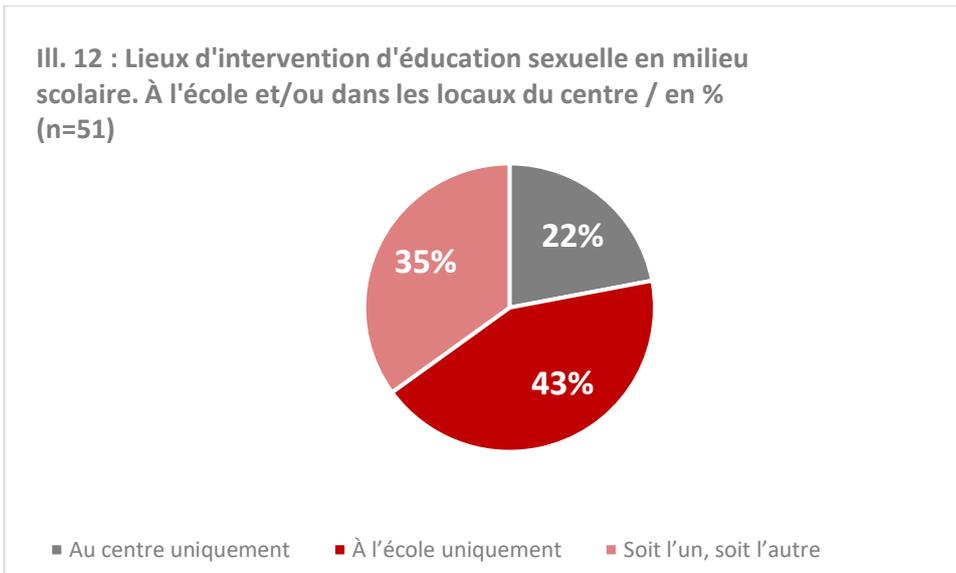
**Tableau 6 : Éducation sexuelle dans le cadre de l'éducation spécialisée. Nombre de classes et participant.e.s**

Niveau		Nombre de centres prestataires	Nombre de classes	Nombre de centres répondants	Nombre de participant.e.s	Nombre de centres répondants
Éducation spécialisée	2016	33	330	16	1'711	13
	2015	-	263	17	2'309	17

*Exemple de lecture : 33 centres indiquent proposer des prestations dans le cadre de l'éducation spécialisée. 16 d'entre eux recensent le nombre de classes. Ces 16 centres ont fourni un total de 330 interventions dans les classes. 13 centres recensent le nombre de participant.e.s (1'711).*

### 7.1.3 Lieux où se déroulent les prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire

43% des centres qui fournissent des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire interviennent exclusivement dans les écoles, 22% exclusivement dans leurs propres locaux et 35% soit à l'école, soit dans leurs locaux (Ill. 12). 16 centres (31%) interviennent également dans d'autres lieux. Sont mentionnés : les centres de jeunesse, foyers, institutions, camps de vacances, Hautes écoles pédagogiques.



#### 7.1.4 Principaux thèmes d'éducation sexuelle abordés en milieu scolaire

Pratiquement tous les centres (96%) mentionnent en priorité la prévention HIV/IST, puis les questions relationnelles, l'amour, l'amitié (92%). L'enquête prévoyait plusieurs mentions possibles. On observe ainsi que le domaine de l'éducation sexuelle recouvre un large éventail de prestations qui, outre la prévention du VIH/IST et de l'information sexuelle générale, prend également en compte les questions liées à la relation, à l'amour, à l'amitié, comme aussi les questions liées à l'orientation sexuelle/la diversité/l'identité (91%). Le chapitre 7.2.3, Principaux thèmes d'éducation sexuelle en milieu extra-scolaire, illustration 15, présente une comparaison des principaux thèmes traités en milieu scolaire et extrascolaire.

#### 7.1.5 Approche par les pairs en milieu scolaire

À la question de savoir si une approche par les pairs était également proposée en milieu scolaire, un cinquième des centres (21%) a répondu par l'affirmative : 10 centres de consultation en matière de grossesse (AG, BL, VS) et un autre centre spécialisé (SG). Depuis 2017, il est possible d'indiquer dans l'enquête en ligne le nombre de classe et celui des participant.e.s.

Dans le canton de Vaud, le Centre de compétence en prévention VIH/IST de la Fondation PROFA propose des interventions par les pairs en milieu scolaire post-obligatoire et en milieu extrascolaire («Georgette in Love»). Ce programme sera intégré au monitoring dès 2017.

Ces adaptations suivent, de fait, l'évolution de plus en plus importante de l'approche par les pairs.

## 7.2 Formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire (dès 15 ans jusqu'aux seniors)

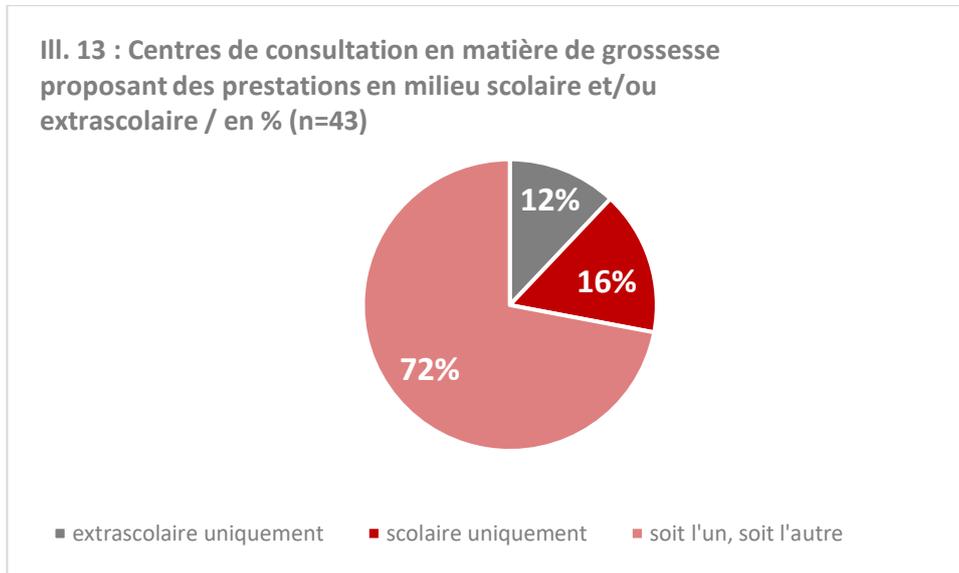
### 7.2.1 Prestations d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire

Des 66 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé à l'enquête en ligne de l'année 2016, plus de la moitié (55%/36 centres) indiquent fournir des prestations d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire [2015 : 64%/38 centres sur 59]. Le recul du pourcentage est dû au fait que le nombre de centres ayant participé à l'enquête en ligne en 2016 est plus élevé. Il s'agit en général de centres qui ne proposent pas de prestations en éducation sexuelle. En chiffres absolus, le nombre de centres est pratiquement le même que celui de l'année dernière.

La majorité de ces centres de consultation en matière de grossesse (72%/31) propose aussi bien de la formation en santé sexuelle en milieu scolaire qu'en milieu extrascolaire, 16% (7) uniquement en milieu scolaire et 12% uniquement en milieu extrascolaire (III. 13).

Les 14 autres centres spécialisés ayant participé à l'enquête en ligne de 2016 proposent tous de la formation en santé sexuelle aussi bien en milieu scolaire qu'en milieu extrascolaire.

Au total, ce sont ainsi 50 centres (36+14) qui interviennent en milieu extrascolaire [2015 : 47 centres]. 72% d'entre eux sont des centres de consultation en matière de grossesse et 28% d'autres centres spécialisés.



### 7.2.2 Nombre de groupes et de participant.e.s selon le cadre d'intervention (setting)

Des 50 centres proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire, la majorité recense le plus souvent le nombre de groupes dans lesquels ils sont intervenus, plutôt que le nombre de participant.e.s par groupe (tableau 7).

La grandeur des groupes, dans le domaine extrascolaire, étant très variable, il serait plus intéressant de connaître le nombre de participant.e.s. À l'avenir, le monitoring se concentrera sur le nombre de participant.e.s.

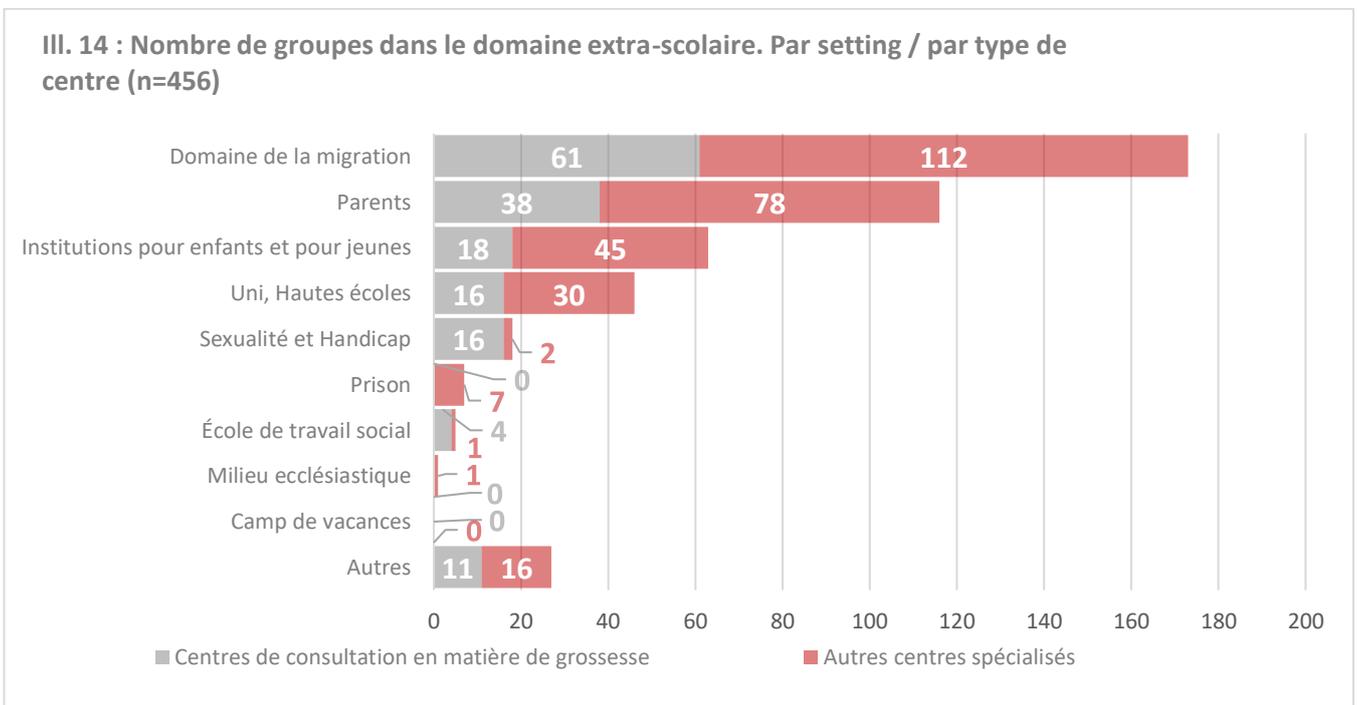
L'évaluation plus précise des settings d'interventions d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire démontre que les autres centres spécialisés déploient plus particulièrement leurs activités dans le domaine du travail avec les parents, celui de la migration ainsi que dans le cadre d'institutions éducatives pour enfants et jeunes. Le domaine sexualité et handicap, par contre, est principalement couvert par les centres de consultation en matière de grossesse (Ill. 14).

**Tableau 7 : Éducation sexuelle en milieu extra-scolaire. Nombre de groupes et de participant.e.s par cadre d'intervention**

Cadre d'intervention (setting)	Nombre de groupes		Nombre de centres répondants		Nombre de participant.e.s		Nombre de centres répondants	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
<b>Domaine migration, y compris asile</b>	<b>173</b>	112	<b>19</b>	21	<b>2018</b>	762	<b>17</b>	17

Sexualité et handicap	18	73	6	14	418	882	3	10
Institutions pour enfants et pour jeunes	63	752	12	15	704	135	12	13
Milieu ecclésiastique	1	3	1	2	0	92	0	2
Parents	116	107	15	16	3882	486	13	10
École de travail social	5	9	3	8	0	45	0	6
Haute école spécialisée, Haute école, Université	46	58	11	12	802	109	6	7
Camp de vacances	0	0	0	-	0	0	0	-
Prison	7	69	3	1	65	141	2	1
Autres cadres	27	25	5	12	163	65	3	8

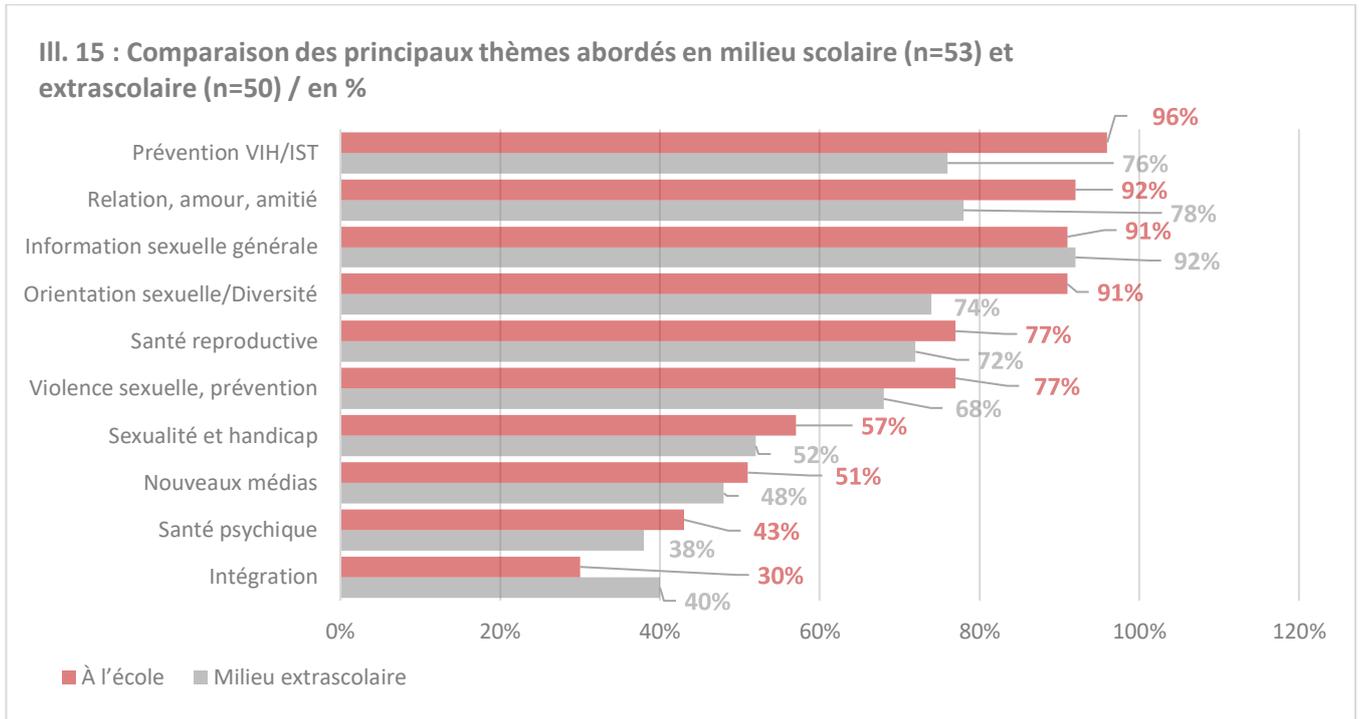
*Exemple de lecture : 173 interventions ont eu lieu en 2016 dans le cadre «Domaine migration, y compris asile». Ce chiffre prend en compte les données de 19 centres. Le nombre de participant.e.s s'élevé à 2018, données livrées par 17 centres.*



### 7.2.3 Principaux thèmes abordés dans les interventions d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire

Des 50 centres proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire, l'information sexuelle constitue le thème principal pour la majorité d'entre eux (92), suivi des questions liées à la thématique «Relation, amour, amitié» (78%) et à la prévention du VIH/IST (76%). La comparaison avec les thèmes principaux d'éducation sexuelle en milieu scolaire ne présente aucune grande divergence : comme en milieu scolaire, les prestations fournies recouvrent un large éventail de

questions. Les quatre thèmes principaux dans les deux milieux sont : «Prévention VIH/IST», «Relation, amour, amitié», «Éducation sexuelle», «Orientation sexuelle/Diversité» (Ill. 15).



#### 7.2.4 Approche par les pairs en milieu extrascolaire

À la question de savoir si des prestations d'éducation sexuelle par les pairs en milieu extrascolaire étaient proposées par les centres de consultation en matière de grossesse, 8% d'entre eux ont répondu affirmativement (3 dans le canton de SG, 1 dans le canton de BE). Aucun des autres centres spécialisés ne mène des projets d'approche par les pairs en milieu extrascolaire. Voir également le chapitre 6.1.5 Approche par les pairs en milieu scolaire.

#### CONTACT

SANTÉ SEXUELLE Suisse

Christine Sieber

[christine.sieber@sante-sexuelle.ch](mailto:christine.sieber@sante-sexuelle.ch)

+41 31 311 44 08

Berne/Lausanne, mai 2018

## Annexe – Liste des centres ayant participé à l'enquête en ligne 2016

### Centres cantonaux de consultation en matière de grossesse selon la loi RS 857.5

AG	Sexuelle Gesundheit Aargau	Aarau
BE	Centres de consultation en santé sexuelle et planning familial	Berne, Bienne, Burgdorf, Interlaken, Moutier, St-Imier, Thun, Langenthal
BL	Beratungsstelle für Schwangerschafts- und Beziehungsfragen	Liestal
BS	Schwangerschaftsberatungsstelle Basel-Stadt	Bâle
FR	Centre fribourgeois de santé sexuelle	Fribourg, Bulle
GE	Unité de santé sexuelle et planning familial	Genève
GL	Beratungsstelle für Partnerschafts-, Familien- und Sexualfragen	Glarus
GR	adebar - Beratungsstelle für Familienplanung, Sexualität...	Chur
JU	Centre de santé sexuelle – Planning familial Jura	Delémont, Porrentruy, Le Noirmont
LU (NW, OW)	elbe - Fachstelle für Lebensfragen	Lucerne
NE	Centre de santé sexuelle - Planning familial	Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds
SG (AI, AA)	Beratungsstelle für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität	St. Gallen, Jona, Wattwil, Sargans
SO	Beratungsstelle für Schwangerschaft, Familienplanung und Sexualität	Solothurn, Breitenbach, Olten, Grenchen
SZ	Triaplus AG, Fachstelle für Einzel-, Paar- und Familienberatung	Pfäffikon, Goldau
TG	Beratungsstelle für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität	Frauenfeld
TI	Consultorio di salute sessuale EOC	Locarno, Lugano, Bellinzona, Mendrisio
VD	PROFA - Conseil en périnatalité	Lausanne, Nyon, Payerne, Renens, Vevey, Yverdon, Orbe, Aigle, Morges
VD	PROFA - Consultation en santé sexuelle et planning familial	Lausanne, Aigle, Payerne, Renens, Morges, Nyon, Vevey, Yverdon
VS	SIPE – Centres de consultation	Sion, Sierre, Monthey, Martigny, Brig, Leuk-Susten
ZG	eff-zett das fachzentrum. Sexual- und Schwangerschaftsberatung	Zug
ZH	Les centres de consultation en matière de grossesse dans les hôpitaux	Zürich-Universitätsspital, Zürich-Triemlispital, Bülach, Horgen, Winterthur

### Autres centres spécialisés proposant une offre d'éducation sexuelle

BE	Berner Gesundheit, Sexualpädagogik	Berne
BE	Aids Hilfe Bern	Berne
BS	Aids-Hilfe beider Basel	Bâle
LU	S&X Sexuelle Gesundheit Zentralschweiz	Lucerne
NE	GIS Groupe Information sexuelle et éducation à la Santé	Neuchâtel
SG	Fachstelle für Aids- und Sexualfragen	St. Gallen
SZ	gesundheit schwyz, Gesundheitsförderung und Prävention	Goldau
TG	Sexuelle Gesundheit und Sexualpädagogik - Perspektive Thurgau	Weinfelden
TI	Zonaprotetta	Lugano
VD	PROFA - Service d'éducation sexuelle	Renens
VS	Antenne Sida du Valais Romand	Sion
ZH	liebesexundsoweiter, aids-info und sexualpädagogik	Winterthur
ZH	Lust und Frust - Fachstelle für Sexualpädagogik	Zurich
ZH	SpiZ - Sexualpädagogik in Zürich	Zurich